

# Lip : dix mois après

**Le 2 février, les ouvriers de Lip manifestent devant la préfecture. Le conseil régional est réuni en session. Puisqu'on ne veut pas les recevoir, les travailleurs enfoncent les portes. Ils vont exiger des notables régionaux une participation effective à la « mission » de relance de l'usine de Palente. Ils réclament également le vote d'une participation financière pour l'achat par les trois collectivités locales (ville de Besançon, conseil général, conseil régional) des terrains et bâtiments de Palente.**

Ils ont partiellement obtenu satisfaction puisque le conseil régional a, vendredi dernier, décidé d'affecter un million de francs pour le rachat des bâtiments et terrains. Amorce d'une solution ? Peut-être... En attendant les Lip continuent d'occuper. Voilà pourquoi ils voulaient aussi obtenir des autorités régionales une garantie, une prise de position nette contre l'expulsion par les forces de police.

## quel espoir?

Lip 73, c'était la première grande lutte pour l'emploi mais c'était aussi la dernière dans le cadre de l'économie capitaliste en phase d'expansion. Aujourd'hui, les Lip subissent la crise comme les autres. La stratégie du gouvernement et du patronat, c'est le pourrissement. Dans le contexte actuel, tout est fait pour ne laisser aucun espoir, pour n'offrir aucune perspective de solution à moyen ou à long terme. Pour « éclaircir » les effectifs, les patrons misent sur la lassitude.

Le « siège » des usines occupées entraîne souvent le découragement. Le coup final, c'est l'intervention policière, l'expulsion, lorsque la résistance est limitée à une poignée de travailleurs.

C'est ce schéma classique que les Lip ont essayé

tiennent pas à se heurter brutalement avec des ouvriers organisés capables d'un rapport de force avec les flics, mais préfèrent les canaliser petit à petit vers la masse du million de chômeurs officiellement dénombrés en France. Voilà pourquoi les Lip ont participé à de nombreuses tentatives de coordination. A Besançon même, tout d'abord, où les salariés des quatre principales usines (Lip, Rhodia, Kelton, Schlumberger) menacés de licenciements mènent des actions communes, se réunissent régulièrement. Dans la région, des contacts ont été pris depuis un an avec les petites entreprises d'horlogerie du Haut-Doubs pour diffuser l'information, connaître les menaces sur l'emploi.

Dans le cadre de la Fédération générale de la métallurgie, la section CFDT-Lip participe activement à toute initiative de regroupement des boîtes en lutte pour l'emploi, afin d'élaborer une politique revendicative et un soutien mutuel. Enfin avec d'autres sections CFDT et CGT, Lip est à l'origine d'une coordination qui fonctionne toujours. Pour créer un rapport de force global, les Lip on le voit, ne sont pas restés inactifs.

Pour l'heure, ils font tout pour enclencher une amorce de solution à Besançon. Celle-ci exige des déblocages politiques et ne peut se construire que



de contourner, faute de le briser. Leur force : l'occupation permanente de Palente avec le maximum de travailleurs. Ils savent que les pouvoirs publics ne

pas à pas. Les actions de pression sur les collectivités locales visent à cela. Dans les semaines à venir des initiatives seront prises en direction du patronat

local.

Les Lip veulent durer et s'organisent en conséquence. Le patronat et le préfet de région comptent beaucoup sur la fin des 90 % (en juin 1977) pour avoir raison de leur combativité. Des mini solutions (démantèle/rien, dispersion dans différentes entreprises) seraient alors proposées.

Un grand débat a eu lieu en assemblée générale à Palente pour faire face à cette échéance. Une bataille a commencé avec les pouvoirs publics pour organiser des cours de formation, à condition qu'ils n'hypothèquent pas la suite de la lutte. Parallèlement, les fabrications artisanales ont toujours lieu dans les ateliers. Elles apportent un complément de salaire et contribuent à la popularisation du conflit. Plus de 3 000 *chômageopoly* ont été diffusés. A la « chiffonnière » une multitude d'objets de laine de couleur sont produits. Il en va de même pour les assiettes peintes, les oeuvres de pyrogravure, de soudure, etc. La commission «4M »(micro mécanique et matériel médical), composée d'ingénieurs et techniciens, fonctionne toujours pour mettre en avant une reconversion possible dans la fabrication d'instruments médicaux de haute précision.

L'usine vit encore donc. Après dix mois de lutte, sur huit cents travailleurs au chômage, 46 ont retrouvé du travail, une dizaine ayant d'ailleurs quitter Besançon. Les assemblées générales ont lieu tous les jours depuis dix mois. Trois cent cinquante personnes y participent en permanence (près de six cents passent à l'usine par roulement). Dans les différentes commissions, cent quatre-vingt Lip participent aux travaux. Cette vie quotidienne n'a pas l'honneur des manchettes de journaux, mais elle est là. La communauté forgée il y a trois ans garde tout son sens, malgré la fragilité des hypothèses de relance, les créances, les charges locatives. Le mot d'ordre reste : Lip vivra avec tous ses travailleurs. ■

## d'autres conflits

• **GISCARD EN BRETAGNE**: il va parader en touriste comme Chirac en son temps. La fédération

PSU tient à rappeler qu'existe un véritable plan de démantèlement de la pêche bretonne avec la liquidation de la Sopromer. Pendant ce temps les fonds publics vont engraisser les caisses des sociétés d'armateurs et de quelques privilégiés de la pêche. Les travailleurs soumis aux licenciements également : Siccnav à Saint-Malo, Bolloré à Quimper, Réo à Fougères, par exemple, mais aussi à Rennes, Nantes, Corlay, Brest. ■

• **LA HAGUE: SECURITE?** Le bien-fondé de la longue action des OS de l'atome vient de trouver une triste consécration : à l'usine de traitement de combustibles irradiés, dans l'atelier de conditionnement d'oxyde de plutonium, huit ouvriers ont été contaminés. La direction parle d'accident bénin. Ben voyons... Bien sûr on ne tombe pas raide mort d'une contamination radio-active, mais les-conséquences sur la santé sont difficilement évaluables immédiatement. On a mis les travailleurs sous surveillance médicale. Avant que des cas de leucémie ne se déclenchent, c'est EDF qu'il faudra surveiller d'un peu plus près... ■

• **THOMSON-CSF** : la direction de ce groupe en accord avec le gouvernement « restructure » sa division semi-conducteurs. A la Sescosem, il y aurait 300 à 400 licenciements sur l'ensemble des trois unités (Saint-Egrève, Aix-en-Provence et Courbevoie). Ce « dégraissage » touche surtout le secteur recherches et études. Dû à une mauvaise gestion, il n'aurait pour effet que de placer un peu plus la microélectronique française sous la dépendance des multinationales (Siemens et Philips). La CFDT veut s'opposer à cette braderie. ■

• **CHAINE DE LICENCIEMENT** : nouveaux maillons ! Chauffage montluçonnais et sanitaire où les 116 ouvriers occupent depuis le 4 février ; à la Société dauphinoise de confection ; à Vienne (Isère) : 160 salariés ; à la boulonnerie calibrée de Thiant à Valenciennes : 80 licenciements sur 380 emplois ; aux établissements Escoffier (machines-outils) à Chalon-sur-Saône : 53 sur 106. A suivre... malheureusement. ■